



UTE - DERNIÈRE MINUTE - DERNIÈRE MINUTE - DER ALERTE DE L'INTERSYNDICALE FINANCES PUBLIQUES

Les annonces gouvernementales contenues dans la lettre de cadrage montrent clairement que le Ministère des finances est « non prioritaire » et que les fonctionnaires supporteront une part importante de l'austérité budgétaire. Pour la DGFIP, cela se traduirait par la suppression de 2,5% des effectifs, soit près de 3 000 postes par an, soit 500 de plus que les suppressions induites par la RGPP.

Le communiqué de l'intersyndicale est en ligne sur notre site [A lire ici](#)

EN TOUT(e) (af)FRANCHIS(s)E(ement)

Il semble que certains aient lu au travers des lignes de notre tract sur le CTL de juin que nous mettions en cause la qualité du travail de nos collègues du courrier à Cambronne...



A aucun moment, cela n'a été notre intention. Peut-être avons-nous été trop vagues dans nos propos ... et il y a, alors, matière à apporter des précisions.

A **FO**, nous faisons avant tout de la défense des Personnels, car l'être humain est la première de nos préoccupations. Sans lui, même les machines les plus performantes ne sont pas grand chose...

Notre demande d'inscrire, à l'ordre du jour, un point sur l'affranchissement, fait suite aux remontées du terrain. Oui, nous le savons, ce qui est recherché est une économie financière substantielle. D'ailleurs si elle était chiffrée, cela permettrait certainement aux agents d'adhérer davantage à la démarche entreprise

Mais deux points nous posaient question : l'allongement des délais et le transfert de charges vers Cambronne. L'équipe en place sera-t-elle en mesure d'absorber (*sans burn-out!*) la surcharge induite sur ce site?

En espérant que cette fois ce sera clair pour tous....

DU BLABLA... MAIS POUR QUEL RÉSULTAT ?

La grande conférence sociale s'est tenue les lundi 9 et mardi 10 Juillet. Un certain nombre de sujets ont été abordés à l'occasion de celle-ci en présence des syndicats, de l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et des membres du gouvernement. **FO** fera le compte-rendu de celle-ci dans un document à paraître très prochainement. S'agissant de la Fonction publique, les représentants **FO** étaient présents à la table ronde sur le Service public.

De cette « grande conférence » il ressort des thèmes, une méthode et un calendrier qui est en cours d'élaboration. Sur le quotidien des agents de la Fonction publique, rien de concret et des inquiétudes grandissantes :

Valeur du point d'indice : rien sur 2012. Pour 2013 aucune ouverture pour l'instant et renvoi à une réunion à la rentrée sur le pouvoir d'achat et les priorités à définir avec l'ensemble des éléments de la rémunération. Très décevant !



Grilles indiciaires : ouverture de discussions à la rentrée sur la refonte des grilles indiciaires où sera abordé le problème du contingentement du 8ème échelon de la catégorie C administrative.

Jour de carence : aucune décision d'abrogation alors même que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui s'y étaient fortement opposés sous la mandature précédente. Une vraie déception !

Décentralisation : concertation en préalable à l'acte III de la décentralisation. A suivre de près...

Bilan de la RGPP : les organisations syndicales seront consultées par les inspections en charge d'en effectuer le bilan, même si la RGPP est d'ores et déjà stoppée.

D'autres thèmes seront abordés à la rentrée (santé, sécurité au travail, bilan accord 2009, loi 2012 sur les non-titulaires avec une réunion du comité de suivi à la rentrée, intéressement collectif, bilan PFR pour ajustement, action sociale interministérielle, dossier égalité H/F, etc...) avec les organisations syndicales de la fonction publique.

Même si cette rencontre était nécessaire, **FO** constate qu'il n'y a aucune avancée concrète pour les fonctionnaires de l'Etat.

Quant aux effectifs, le cadrage gouvernemental n'a pas évolué. Les suppressions importantes des effectifs s'ajoutent à celles des années précédentes dans les départements ministériels définis comme non prioritaires (Finances, Ecologie, Défense, etc).

Et ce, alors même que les situations de conditions de travail et de détresse se traduisent par une augmentation importante des risques psycho-sociaux.

La coupe est pleine : les agents ne supporteront pas davantage d'être les variables d'ajustement du gouvernement au nom de la sacro-sainte exemplarité et des contraintes budgétaires inégalées.

FO souhaite s'inscrire dans une démarche constructive d'échanges et de discussions dans le cadre du calendrier qui lui sera proposé pour la rentrée. D'autant plus que le ministre a annoncé son intention d'abroger le décret ayant institué la situation de réorientation professionnelle issue de la Loi Mobilité et Parcours professionnels, seule bonne nouvelle de cette Conférence.

Néanmoins, nous ne sommes pas dupes et resterons vigilants. D'ores et déjà, nous appelons l'ensemble de nos structures à diffuser et développer les revendications de **FO**.

Dans ce cadre, une mobilisation n'est pas à exclure dans les prochains mois.

IL FALLAIT Y PENSER ...AVANT !

C F P, pour nous, cela désigne désormais Centre des Finances Publiques... Ailleurs, cela peut aussi signifier Centre de Formation Professionnelle.

Dans certains endroits, cette similitude de sigles peut poser problème quand les courriers se promènent d'un site à l'autre.

C'est le cas à Ancenis...

